Fédération Nationale FNAF Agroalimentaire et Forestière

LA FEDERATION COMMUNIQUE

LUTTES REVENDICATIVES

ÇA BOUILLONNE !!

Les politiques et stratégies patronales et gouvernementales enfoncent les salariés et le pays dans la misère. Tout y passe, pression sur les salaires, précarité à outrance, conditions de travail dégradées, casse des droits sociaux, des services publics, mise à mal de la Sécu, recul de l'âge de la retraite, atteinte aux droits syndicaux et libertés politiques…
Pourtant, nos syndicats ne désarment pas et créent des conditions d'impulser la mobilisation la plus large des salariés pour fédérer les mécontentements. Ils sont conscients que seules les luttes permettront d'arracher des avancées et d'œuvrer pour un véritable changement de société.
La question des salaires est posée dans toutes les entreprises. La France est un pays de bas salaires. En 2024, près de 50 % des entreprises n'ont pas négocié d'augmentation, privilégiant les primes et autres éléments périphériques de la rémunération. Logique, les profits crèvent les plafonds, boostés par l'inflation galopante des prix, alimentaires notamment. A contrario, pour les salariés en 2024, c'est autour de 130 euros de perte de pouvoir d'achat par mois, soit 1 560 euros par an ! La valeur d'un treizième mois perdu.

Dans les maisons de champagne, les luttes se développent depuis des semaines. Alors que la bouteille a augmenté de 40 % en 3 ans. De la taille des vignes à la mise en bouteille en passant par les vendanges, les patrons développent la précarité, externalisent à outrance, voire usent de dérives proches de l'esclavagisme et restent campés sur leur position de n'augmenter les salaires que de 1,1 %.
Les luttes perdurent chez Volvic (63), Fleury Michon (85). Les salariés des trois sites de Yoplait (38, 72, 89) sont, depuis 18 jours, en grève et se sont mobilisés sous diverses formes, perturbant fortement la production, soit une perte financière de 11 millions d'euros pour l'entreprise. Ils ont arraché des avancées sur les salaires et primes de transport, vacances, ancienneté, soit environ 900 euros par salarié pour l'année, et l'étalement des jours de grève sur plusieurs mois.

Mobilisés, les salariés le sont aussi pour défendre leur emploi, leurs conditions de travail et le potentiel industriel. Comme partout dans l'industrie, la casse sociale au nom du sacro-saint profit fait rage : Lesaffre, Nestlé, Savencia, CFR, Eureden, Bigard, Bonduelle… Les plans patronaux se succèdent à un rythme soutenu.

Dans le même temps, le montant global des aides publiques de 11,6 milliards d'euros en 1979 passe à 203,2 milliards d'euros en 2023. De quoi éclaircir le diagnostic cataclysmique de Bayrou.

Notre fédération appelle les salariés à poursuivre et amplifier encore ces combats légitimes, à faire des « jeudis de la Sécu » des journées fortes de mobilisations pour gagner notamment la retraite à 60 ans et à 55 ans pour les travaux pénibles. A faire du 1er mai une grande journée de luttes des travailleurs.

Montreuil, 17 avril 2025

263 Rue de Paris – Case 428 – 93514 MONTREUIL – Tél : 01.55.82.84.45 – Fax : 01.48.51.57.49 – Email : fnaf@fnaf.cgt.fr